

# Au Rwanda, le sentiment d'avoir été abandonnés

Trente ans après le génocide, le président Kagame a souligné la responsabilité de la communauté internationale

KIGALI - envoyée spéciale

Kigali s'est tue, dimanche 7 avril. Dans les rues désertes, les boutiques ont gardé leurs rideaux fermés. Pas un moto-taxi rouge en station au bord des trottoirs. Même les cloches des églises ont cessé de sonner. Bouclée pour quelques heures par la police, la capitale rwandaise a commémoré le trentième anniversaire du génocide des Tutsi. « *Kwibuka* », intiment les autorités : « *Souviens-toi* » du 7 avril 1994, lorsque le pire des crimes a débuté. « *Souviens-toi* » comment, durant trois mois, des Rwandais ont massacrés avec minutie au moins 800 000 autres Rwandais.

Alors que, dans le pays, des charniers continuent d'être mis au jour, Kigali n'oublie pas, même si le Rwanda a profondément changé au cours des trois dernières décennies. Désormais réputée pour son ordre, son bitume impeccable et ses bosquets parfaitement taillés, la capitale est devenue la vitrine du destin hors du commun de ce pays d'Afrique des Grands Lacs, le symbole de son développement éclair sans égal sur le continent, de sa réussite économique et de son modèle politique.

## Aussi adulé que critiqué

Un homme, aussi adulé que critiqué, porte cette renaissance : Paul Kagame, 66 ans dont trente à la tête du Rwanda. Un dirigeant à la gouvernance autoritaire qui brigue à la mi-juillet un quatrième mandat qu'il a peu de risque de perdre. C'est lui qui, à la tête du Front patriotique rwandais, a mis un terme au génocide, en juillet 1994, en prenant le pouvoir à Kigali, chassant, puis traquant les responsables des massacres. Lui toujours qui, trois décennies plus tard, a rallumé la flamme du Mémorial de Gisozi, où reposent les restes de 250 000 victimes du dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle.

Puis les commémorations officielles se sont poursuivies à la BK Arena, une immense enceinte aux murs, plafonds et sol tapissés de noir pour l'occasion. La salle, où s'étaient rassemblées 5 000 personnes, n'était illuminée que par une œuvre symboli-



Le président rwandais, Paul Kagame, au Mémorial du génocide contre les Tutsi, à Kigali, le 7 avril. LUIS TATO/AFP

## Kigali est sommé par plusieurs Etats, dont la France, de cesser d'apporter son aide à la rébellion du 23 mars, en RDC

sant un arbre dont les « *racines représentent la mémoire du passé* » et les branches, « *la protection que n'ont pas eue les familles durant le génocide et sur laquelle elles peuvent désormais compter* », selon le gouvernement rwandais.

Le péril génocidaire est une affaire du présent, a expliqué Paul Kagame dans un discours offensif

de plus d'une demi-heure, répondant aux mises en cause de la communauté internationale. Alors que plusieurs rapports attestent du soutien actif de Kigali à la rébellion du Mouvement du 23 mars, qui a repris son offensive dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda est sommé par plusieurs Etats, dont la France, de cesser d'apporter son aide aux insurgés.

Le président rwandais a, en substance, invoqué le droit et même la nécessité de se défendre. « *On assiste à une indifférence semblable à celle qui prévalait entre 1990 et 1994. Cherchez-t-on un autre million de morts ?* », avait mis en garde, avant lui, Jean-Damascène Bizimana, le ministre de l'unité nationale et de l'engagement civique.

Après 1994, « *les forces génocidaires ont fui vers la RDC, avec l'aide extérieure. Elles ont conduit des centaines d'attaques pendant*

*de plus d'une demi-heure, répondant aux mises en cause de la communauté internationale. Alors que plusieurs rapports attestent du soutien actif de Kigali à la rébellion du Mouvement du 23 mars, qui a repris son offensive dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda est sommé par plusieurs Etats, dont la France, de cesser d'apporter son aide aux insurgés.*

## Lenté de la justice

De plus en plus critique à l'égard de Kigali, la communauté internationale a été particulièrement ciblée, dimanche, par le dirigeant rwandais. « *C'est [elle] qui nous a tous laissés tomber, que ce soit par mépris ou par lâcheté* », a-t-il déclaré devant onze chefs d'Etat et de gouvernement. Plusieurs anciens présidents étaient présents,

dont Bill Clinton, au pouvoir à Washington pendant le génocide, et Nicolas Sarkozy, venu à titre personnel, sa fonction d'administrateur du groupe Accor le menant régulièrement à Kigali.

La France, que Paul Kagame a par le passé plusieurs fois accusée de complicité dans le génocide, a été particulièrement pointée du doigt. Le président rwandais a notamment évoqué le cas de Callixte Mbarushimana, qui serait impliqué dans le meurtre de plusieurs dizaines de personnes pendant le génocide, dont une cousine de Paul Kagame, et vivrait toujours dans l'Hexagone.

Arrêté à la demande de la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité commis dans l'est de la RDC en 2009, cet ancien employé des Nations unies avait été libéré faute de preuve en 2011 après un an de détention. Il est retourné en France où il bénéficie depuis

2003 du statut de réfugié politique, malgré une information judiciaire ouverte après une plainte pour génocide déposée par le collectif des parties civiles pour le Rwanda en 2008. La France n'a commencé à juger des génocidaires présumés qu'en 2014, à raison de deux procès par an. Une lenteur de la justice que regrettent les autorités rwandaises et les ONG de défense des droits humains.

Aucun président français en exercice n'a assisté au lancement des commémorations du génocide depuis trente ans. Emmanuel Macron a décidé que, pour le trentième anniversaire non plus, le plus haut niveau de l'Etat ne serait pas à Kigali, arguant un « *problème d'agenda* » puisqu'il se trouvait au même moment sur le plateau des Glières, en Haute-Savoie, pour rendre hommage aux résistants de la seconde guerre mondiale. M. Macron a chargé Stéphane Séjourné, son ministre des affaires étrangères, et Hervé Berville, son secrétaire d'Etat à la mer, d'origine rwandaise, de s'y rendre, signe que la relation entre Paris et Kigali n'est toujours pas totalement apaisée.

En 2021, un pas majeur avait été franchi. Un discours d'Emmanuel Macron avait permis de reconnaître la « *responsabilité accablante [de la France] dans un engrenage qui a conduit au pire* », mais sans évoquer de complicité ni de culpabilité. Ces mots inédits ont permis de mettre fin à vingt-cinq ans de crise diplomatique.

Cette année, la France n'a pas voulu aller plus loin. « *Je crois avoir tout dit ce 27 mai 2021, quand j'étais parmi vous. Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là...* », a déclaré le président français dans une vidéo diffusée dimanche.

Dimanche, avec verve, Paul Kagame a fait savoir à Paris son mécontentement. Et a conclu à l'endroit de la communauté tout entière : « *Notre peuple ne sera jamais - je veux dire jamais - laissé pour mort à nouveau.* » ■

ANNA SYLVESTRE-TREINER

Le Monde Afrique  
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

# Le couac de l'Elysée sur la responsabilité de la France dans le génocide

Dans la vidéo diffusée dimanche, à Kigali, le chef de l'Etat n'a pas repris ses propos affirmant que Paris « aurait pu arrêter » la tragédie en cours

KIGALI - envoyée spéciale

C'est l'histoire d'un faux pas de communication devenu une erreur politique. Dimanche 7 avril, alors que le Rwanda célébrait le trentième anniversaire du génocide des Tutsi, une vidéo d'Emmanuel Macron a brouillé la séquence mémorielle sur le rôle de la France dans l'extermination d'au moins 800 000 personnes en cent jours en 1994, un dossier pourtant considéré comme un des grands acquis du président français en Afrique. « *Je crois avoir tout dit ce 27 mai 2021 quand j'étais parmi vous. Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là* », affirme le président, encadré des drapeaux français, européen et rwandais, en référence à son discours historique tenu à Kigali.

Des mots qui ne manquent pas d'étonner car, trois jours plus tôt, l'Elysée était allé plus loin. Dans un message transmis aux journalistes, il annonçait que le président « [tenait] à s'exprimer dimanche dans une vidéo ». « *Le chef de l'Etat rappellera que quand la phase d'extermination totale des Tutsi a com-*

*mené, la communauté internationale avait les moyens de savoir et d'agir (...) et que la France, qui aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, n'en a pas eu la volonté* », poursuit le message élyséen qui précise à la presse que « *les éléments sont utilisables dès à présent* ».

Sur le fond, la position de la présidence française n'est pas nouvelle : elle était déjà contenue dans le discours prononcé par Emmanuel Macron en 2021 lors de sa visite au Mémorial de Gisozi au Rwanda. Pour la première fois, la France, qui était en 1994 une alliée historique du régime génocidaire, reconnaissait sa « *responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire* », une repentance qui a mis fin à vingt-cinq ans de brouille diplomatique entre les deux pays.

Mais sur la forme, la sortie de cette vidéo a fait réagir, tant chaque mot sur la douloureuse histoire du génocide des Tutsi est scruté, soupesé, analysé à Paris comme à Kigali. Les spécialistes du sujet, tel l'historien Vincent Duclert, auteur du rapport qui a précédé la réconciliation franco-rwandaise, avaient vu dans les élé-

ments de langage qui avaient filtré jeudi un nouveau « *pas en avant* ». De quoi pardonner l'absence d'Emmanuel Macron dimanche à Kigali. Officiellement due à « *un problème d'agenda* » en raison de la cérémonie pour rendre hommage aux résistants français du plateau des Glières (Haute-Savoie) durant la seconde guerre mondiale, qui a lieu le même jour, elle est interprétée comme le signe de difficultés dans la récente reprise de la relation entre les deux pays, notamment à cause du rôle du Rwanda dans la déstabilisation de l'est de la République démocratique du Congo.

## « Les mots ont une importance »

Mais d'avancée, il n'y a donc pas eu. Anastasia Colosimo, la conseillère presse internationale d'Emmanuel Macron, assume un faux pas de communication, plaide une incompréhension entre l'Elysée et les journalistes, un non-événement. Il y a pourtant bien eu une première version de la vidéo écrite envisagée, et un rétropédalage.

Chez les diplomates, cela fait trois jours, depuis la diffusion des premiers éléments de langage,

## « Je crois avoir tout dit ce 27 mai 2021. Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher »

EMMANUEL MACRON

qu'on ne décolère pas. « *C'est un bazar insensé à l'Elysée* », commente l'un d'eux. « *Chez Macron, ce sont des artistes...* », résume un autre. Le Quai d'Orsay, qui au même moment préparait la visite à Kigali de Stéphane Séjourné, le ministre des affaires étrangères chargé de représenter Emmanuel Macron à la cérémonie de commémorations du 7 avril, n'a pas été associé à cette opération de communication qui a raté et ne veut rien avoir affaire avec les hésitations élyséennes. Il faut dire que celle-ci n'a fait que des mécontents.

Parmi les défenseurs du temple Mitterrand, au pouvoir à l'époque du génocide, l'ancien chef de cabi-

net du président socialiste Jean Glavany défend le choix de l'ex-président en dénonçant « *une communication hasardeuse* » et « *l'absence de démenti clair de nature à créer de la confusion sur la position du président* ». « *Qu'aurait pu faire la France de plus ou de mieux ?* », interroge le président de l'Institut François Mitterrand.

A l'inverse, à Kigali, on s'offusque de la reculade présidentielle, derrière laquelle on voit la main des conseillers les plus conservateurs d'Emmanuel Macron. Cela fait plusieurs décennies que l'ambassadeur actuel défend très exactement la thèse contenue dans la « première version » présidentielle, et témoigne que la France aurait pu changer de politique lors du génocide. Premier à être nommé à la tête de la représentation française dans la capitale rwandaise depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 2021, Antoine Anfré avait été un des lanceurs d'alerte du Quai d'Orsay en 1994. Rédacteur au sein de la direction Afrique au moment du génocide, il avait tenté de convaincre ses supérieurs d'infléchir la position française. En vain.

« *Les mots ont une importance, surtout quand il s'agit de centaines de milliers de morts* », souligne de son côté l'un des contributeurs à la rédaction du discours de 2021, pour laquelle chaque terme avait été soigneusement choisi.

Pour les autorités françaises, la séquence mémorielle est en tout cas gâchée, sur un thème majeur de la politique française sur le continent africain, déjà en difficulté dans certains pays, notamment au Sahel. L'Elysée semble avoir reçu une réponse immédiate des dirigeants rwandais durant la cérémonie de commémoration du génocide, qui ne se sont pas embarrassés des atermoiements français. La communauté internationale « *nous a laissés tomber* », a déclaré le président Kagame lors d'un discours dans lequel la France a été nommément in-dexée. Quelques minutes plus tôt, son ministre de l'unité nationale et de l'engagement civique, Jean-Damascène Bizimana, déclarait que « *le génocide qui est advenu au Rwanda aurait pu être évité par la communauté internationale* » et que « *la volonté a fait défaut et non les moyens* ». ■

A. S.-T.